

Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Journal International
des Sachants



Fréquence
TRIMESTRIELLE

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

**Volume 2,
Numéro 1,
Février 2026**





**Journal International
des Sachants**



Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access



Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>



<https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>



<https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526>



<https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)

ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargé de diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;
SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;
ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
GUEYE Yoro Emmanuel, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
SANOGO Tiantio épouse BAMBBA, Maitre-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Sogotiènin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

AYENON Séka Fernand
Maître de conférences CAMES,
Université Félix Houphouët-Boigny

.....

Contacts JDS

Site web: <https://revuejds.net/>
Email : revuejds@gmail.com
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: <https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>

ARI : <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>

ASCI: <https://ascidatabase.com/master/journallist.php?v=3079-3009>

IPIndexing: <https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-2526>

Ent'revues: <https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access*" relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («...»), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Umwandlung von Sprichwörtern in Slogans im Werbediskurs:
eine Untersuchung einiger deutscher Slogans**
Égni Stéphane Dieudonné ÉNIGNI & Eppié Augustine Michaela BONGBA 1-17

Etudes hispaniques

2. **La Contrarreforma y la devoción popular en la España del Siglo de Oro**
GONKALIE Gbana Francis 18-31
3. **Políticas públicas y atención a las mujeres víctimas
de violencia machista en España**
Kassoum SORO..... 32-48
4. **Estética de lo abyecto en la familia de Pascual Duarte de Camilo José Cela**
Oumar MANGANE..... 49-64
5. **El dilema cubano, entre “revolución” y apertura al mundo**
Dogba Léonce BAWA..... 65-78
6. **La trahison comme acte de libération dans reivindicación
del conde don Julián de Juan Goytisolo**
Christine Abenan SIGNO..... 79-86
7. **La crisis económica de 2008 y su repercusión sociopolítica en España**
Kouadio Stéphane-Yannick KONAN..... 87-98

Lettres Modernes

8. **« Miss lolos » de Frédéric Éhui Meiway :
un discours hétérogène au service de l’expressivité**
Bini Kouamé PRAO, Yao Gatien KONAN & Tchékpoho SORO 99-111

SECTION 2 : COMMUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

9. **Industrialisation de la visibilité et reconfiguration du débat public
dans l’émission Jakaarlo Bi**
Alioune Badara GUEYE..... 112-127
10. **Appropriation des termes footballistiques en fulfulde
au Nord-Cameroun : enjeux culturels**
NGAOURI Landri & OLOWA Jean de Dieu..... 128-139
11. **Peuples Chamites versus Peuples Hébraïques :
les Peuples de la Côte d’Ivoire**
Ayé Clarisse HAGER-M’BOUA..... 140-163

- 12. Communication et Prospective pour une gestion durable des infrastructures d'utilité publique à l'Université Alassane Ouattara**
DAGNOGO Gnéré Laetitia Blama &
KOUAME-KONATE Aya Carelle Prisca..... 164-176
- 13. Précarité socio-économique et accès aux soins au CHU de Bouaké : apport de la communication sociale**
Akissi Germaine KOUASSI & Nibé Dramane SILUÉ 177-192
- 14. Typologies de phrases en tupuri : analyse syntaxique et usages sociolinguistiques**
Jacqueline MAÏKAKE..... 193-205
- 15. Discursive Issues in Emmanuel Macron's Speeches on Leadership (2017-2022)**
Ifedolapo Akinrinlola & Amos Iyiola..... 206-224

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

- 16. La femme face à la tradition dans le film “ La jumelle” de Lanciné Diaby : entre combat et réalité de la femme**
Olivier Kadja EHILE..... 225-236

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

- 17. Stratégie coloniale et adaptations locales dans le royaume sanwi (sud-Côte d'Ivoire)**
Ange Marius AKPO, TOURE Gninin Aïcha &
ETTIEN N'Doua Etienne..... 237-250
- 18. Le littoral ivoirien : Berceau historique de l'Église catholique, inventaire patrimonial et perception contemporaine d'un héritage remarquable**
ASSAKA Tatiana Larissa Sandrine &
KIENON-KABORE Timpoko Hélène..... 251-267

Histoire

- 19. Le dynamisme social du sexe féminin en Grèce classique Ve- IVe J.-C.**
Fabrice OULAI..... 268-277
- 20. La politique étatique de la protection de l'environnement minier en Côte d'Ivoire (2000-2024)**
Yhattey Hervé Thierry AGUIE..... 278-294
- 21. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009**
Eloge MIEHI & Richard Gouedan MEIGNAN 295-311
- 22. L'espace rural à l'épreuve de l'exploitation forestière au Cameroun sous administration française (1921-1956)**
Yannick ZO'OBO..... 312-321

- 23. Être de son temps ou s'affirmer comme monde.
Les étudiants africains à Dakar (années 1950-1970)**
Mamadou Yéro BALDE..... 322-339
- 24. La gestion coloniale de l'assainissement de la ville d'Aboisso, 1913-1926**
N'GUESSAN ROKIA BOUBACARD ÉPOUSE ANOH,
ESSEY Bonzou Ella épouse OHOUO & BAKAYOKO Nonama Rockya..... 400-414

Géographie

- 25. Impacts de l'orpillage légal sur les écosystèmes préforestiers
dans le département de Katiola (Centre-Nord ivoirien)**
N'Gromma Florent KOUADIO..... 415-430
- 26.« Effets structurants » du Train Express Régional (TER)
à Dakar (Sénégal)**
Awa FALL..... 431- 452
- 27. Gestion intégrée des ressources en eau de la commune de Medina (Sénégal)**
René Ndimag DIOUF..... 453- 464
- 28. Dynamique urbaine et développement économique à Korhogo
(nord de la Côte d'Ivoire)**
Konan Norbert KOFFI, Mariam DIOMANDE &
Songuimadenin Siaka YEO..... 465-482
- 29. Mutation foncière et reconversion paysanne dans la sous-préfecture
de Yamoussoukro**
Achille Roger TAPE..... 483-496
- 30. Exposition au travail des enfants d'immigrants en milieu rural
dans la sous-préfecture de Duékoué**
Kouadio Arnaud Yao & GOHOUROU Florent..... 497-511
- 31. La morbidité infantile des infections respiratoires aiguës
dans les districts sanitaires du V Baoulé de 2017 à 2022**
SEDEHI Akissi Epiphane, TRA BI Zamblé Armand &
KANGA Kouakou Hermann Michel..... 512-520

Philosophie

- 32. Heidegger et la cybernétique : critique de la réduction
de l'existence à la fonctionnalité**
Mlan Kouakou Pierre ANZIAN..... 521-540
- 33. Essence de la pensée hobbesienne et rawlsienne dans
la problématique du développement de l'Afrique**
Kouadio Louis N'GUESSAN & Abraham Saint-Omer Koffi KOUAKOU..... 541-554
- 34. La palabre africaine : une expression de la démocratie**
N'Guessan Jonas Kouassi..... 555-567

- 35. Cynisme politique et déshumanisation de l'homme dans le monde vécu aujourd'hui**
Christophe ONGUENE ONGUENE..... 568-581
- 36. L'impérialisme extractiviste en Afrique**
Kouadio YAO..... 582-597
- 37. L'oubli constitutif de la technique : déconstruire le paradigme technoscientifique**
Gabriel VANNA..... 598-608
- 38. Quine et l'effondrement de l'épistémologie classique**
Koffi Zahouo Alain & Koffi KOUASSI..... 609-622

Anthropologie et sociologie

- 39. Le Togo dans le nouvel ordre géostratégique : diversification et enjeux de sécurité**
Laré Batouth PENN..... 623-640
- 40. Entre racines ethniques et conscience nationale : dynamiques identitaires au Gabon contemporain**
Steeve-Thierry BALONDJI..... 641-659
- 41. Les collectivités territoriales décentralisées et la gouvernance éducative à l'ère de la décentralisation au Cameroun**
Simon Patou Simon..... 660-677
- 42. Motivation extrinsèque et performance scolaire en contexte ivoirien : une analyse du rendement des élèves de Troisième et de Terminale dans le département d'Alépé**
AGUI Lobah Azouan Barthelemy & BLA Ypodé Guéaybomin Emmanuel..... 678-692
- 43. Représentations, croyances et pratiques sociales autour de la route et des accidents de la circulation en Côte d'Ivoire**
KACOU Fato Patrice & GBOKO Kouadio Roger..... 693-706
- 44. Félix Houphouët Boigny et l'intégration des immigrés à Hiré, sud-ouest de la Côte d'Ivoire**
Dabé Laurent OUREGA..... 707-725

Criminologie

- 45. Délits Economiques à Lubumbashi : Enquête Proactive**
MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 726-737

Psychologie

- 46. Le rôle médiateur de la régulation émotionnelle entre stress et comportements à risque des mototaximens**
Djiessi Makouam & Placide Mengoua..... 738-756
- 47. Modèles explicatifs du passage à l'acte des auteurs d'agression sexuelle : convergences, divergences, enjeux cliniques**
Kaama Sandrine GOUNDJOA & Kaka KALINA..... 757-770
- 48. Vulnérabilité et résilience chez les enfants de mères dépressives : une étude qualitative en contexte hospitalier ivoirien**
KOFFI Ekissi Jean Armel, Amalaman Franck Severin ANDO & KOFFI N'Guessan Williams..... 771-789

Science de l'éducation

- 49. Le système LMD au Mali : d'une adoption formelle à la quête d'une adaptation institutionnelle**
Chiaka SAMAKÉ, Idrissa Soïba TRAORE & Mamadou KOUMARE 790-804

SECTION 4 : SCIENCES POLITIQUES ET JURIDIQUES**Sciences politiques et administratives**

- 50. La continuité des services publics administratifs à l'épreuve des théories et des faits : cas de la ville de Bukavu pendant l'occupation de l'AFC/M23**
David CIZA, Pacifique Makuta MWAMBUSA,
Joseph Munyabeni NYEMBO & Augustin Kahindo MUHESI 805-813

SECTION 5 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

- 51. Contribution du management participatif dans l'amélioration de la qualité des soins dans les établissements publics hospitaliers de Bamako**
Zoubeirou HAROUNA, BERTHÉ Soungalo & DICKO Albadia Abdoulaye.... 814-831
- 52. Audit interne et prévention de la fraude sur les recettes du service recouvrement de la mairie de Bouaké**
Gningninri Augustin KONE..... 832-848

SECTION 6 : GEOSCIENCES

- 53. Caractérisation géochimique des roches du socle panafricain de Dan Issa (Sud-Maradi, Niger) par fluorescence X**
Ousmane Loumoumba MOUSSA MAHAMAN, Karimou DIA HANTCHI,
Rachid BOUBACAR OUMAROU & Yaou BAKOYE..... 849-868

Être de son temps ou s'affirmer comme monde. Les étudiants africains à Dakar (années 1950-1970)

Mamadou Yéro BALDE

Université Cheikh Anta Diop,

Dakar - Sénégal,

*Email : mamadouyero.balde@ucad.edu.sn /
mboldeka15@gmail.com*

Date de soumission : 15-01-2026

Date de publication : 28-02-2026

Résumé

Cet article analyse la pluralité des perceptions migratoires étudiantes africaines vers Dakar, envisagées sous l'angle de l'idéologie, des modes intellectuelles et politiques de l'époque et des représentations sociales. L'exploitation d'archives (post)coloniales et syndicales, de mémoires d'acteurs de cette période, ainsi que de travaux scientifiques sur les mobilités et les trajectoires africaines et mondiales des étudiants a permis de comprendre les facteurs d'attractivité de Dakar comme territoire de la mobilité étudiante, à travers ses dispositifs d'organisation et d'aménagement, mais aussi de saisir le sens politique du choix de la destination, son caractère stratégique et ses retombées pour l'étudiant migrant, engagé dans un processus de réalisation de soi et de (re)construction du continent à partir de son lieu d'implantation.

Mots clés : Être de son temps, Perceptions, migrations, Dakar, étudiants

To be of one's time or to assert oneself as a world. African students in Dakar (1950s-1970s)

Abstract

This article analyzes the plurality of perceptions of African student migration to Dakar, considered from the perspective of ideology, intellectual and political trends of the time, and social representations. The use of (post)colonial and trade union archives, memoirs of actors from this period, as well as scholarly works on African and global student mobility and trajectories, has made it possible to understand the factors that make Dakar attractive as a territory for student mobility, through its organizational and planning mechanisms, but also to grasp the political significance of the choice of destination, its strategic nature, and its repercussions for the migrant student, engaged in a process of self-realization and (re)construction of the continent from their place of settlement.

Keywords: Being of one's time, Perceptions, Migration, Dakar, Students

Introduction

La population étudiante africaine a connu une croissance remarquable au cours des dernières années, passant d'environ 200 000 étudiants en 1970 à près de 5 millions en 2014 (H. Charton, 2017 : 5). Cette progression quantitative s'est accompagnée d'une accélération des mobilités, dans un contexte d'internationalisation des savoirs et de marchandisation de l'enseignement supérieur (H. Dia, 2014). L'augmentation des effectifs et les reconfigurations institutionnelles

qui en découlent ont favorisé l'émergence de nouveaux champs historiques, centrés notamment sur les dynamiques et contextes de création de structures universitaires coloniales, les réformes destinées à les adapter aux réalités (post)coloniales, ainsi que sur les connexions, échanges et circulations avec le Nord, etc. (F. Blum, 2012 ; O. Guèye, 2017, 2018 ; A. Bathily, 2018 ; H. Dia et L. Ngwe, 2018 ; P. Bianchini 2023...). D'autres travaux se sont intéressés aux mutations profondes des milieux universitaires et aux formes de sociabilité étudiante (A. Bailleul, 1984 ; N. Bancel, 2022). Par ailleurs, plusieurs études ont analysé les diasporas étudiantes africaines dans les anciennes « métropoles » coloniales et dans les pays d'Europe de l'Est, en soulignant leurs implications géopolitiques dans le contexte de la guerre froide et de la décolonisation (C. Diané, 1990 ; A. A. Dieng, 2011a, 2011b ; C. Katsakioris, 2015...).

Cependant, les mobilités étudiantes Sud-Sud demeurent encore relativement marginales dans l'historiographie. Deux facteurs expliquent principalement cette lacune : d'une part, l'importance notable des flux d'étudiants du Sud en direction du Nord¹ ; d'autre part, « l'opinion profondément tenace selon laquelle les transferts de compétences universitaires ne peuvent valablement exister que du Nord "industrialisé" vers le Sud "sous-développé" » (E. P. Eyebiyi et S. Mazzella, 2014 : 7). Or, l'étude de ces mobilités Sud-Sud, notamment au sein du continent africain – où le nombre d'étudiants a été multiplié par 20, depuis 1970 (Unesco, 2009 : 10) – permet non seulement d'appréhender les transformations de l'offre éducative, mais aussi de comprendre, dans la « longue durée », les processus politiques qui structurent les espaces et les acteurs impliqués.

Dans ce cadre, Dakar occupe une place singulière. Dès 1950, la ville se dote d'un Institut des Hautes études, transformé en université en 1957, et devient un foyer d'effervescence intellectuelle et idéologiques. Marxistes, nationalistes et panafricanistes y convergent avec l'ambition de penser pour l'Afrique un destin affranchi du champ d'action occidental, fondé sur le refus de toute collaboration avec des entités (néo)coloniales. En dénonçant la traite négrière, l'esclavage, la colonisation et l'apartheid, ces courants s'érigent en porteurs d'une légitimité historique construite sur la critique et l'africanité. L'Institut des Hautes études puis l'université de Dakar se transforment, ainsi, en de véritables agoras de la libération, où contredire, réfuter et contester deviennent des actes politiques majeurs de (ré)appropriation de soi. Dans ce contexte, « s'exiler » à Dakar pour y étudier revient à rechercher « une rupture qui

¹ Selon Eugénie Terrier (2009 : 71), en 2007, les six pays qui accueillent la majorité des étudiants en mobilité (62%) sont du Nord. Il s'agit des États-Unis (21%), du Royaume-Uni (13%), de l'Allemagne (7%), de la France (9%), de l'Australie (8%) et du Japon (4%).

se devait d'être autant politique, [économique et sociale], qu'épistémologique » (P. Boizette, 2019 : 13). La ville s'impose progressivement comme un « centre de l'activisme étudiant », notamment après la loi-cadre de 1956, marqué par un rejet systématique de l'ordre politique établi, perçu comme basé sur la violence, l'injustice et la gabegie au détriment des masses populaires.

Venir à Dakar relève, également, d'une stratégie d'ascension sociale. Capitale de la fédération de l'Afrique occidentale française (AOF) depuis 1902, puis du Sénégal indépendant à partir de 1960, la ville offre de multiples opportunités d'intégration dans les réseaux intellectuels, politiques et économiques. L'eldorado dakarois devient un espace de construction d'un capital symbolique valorisé tant en milieu urbain que rural. Résider à Dakar apparaît comme une condition quasi indispensable pour tout ancrage dans le champ politique et économique de l'émancipation de l'Afrique. La mobilité étudiante se révèle, dès lors, fondamentalement stratégique : elle permet, face aux recompositions de la (dé)colonisation, de donner sens à une existence, « en situation d'expatriation ».

C'est dans cette perspective que cet article se propose d'analyser la pluralité des perceptions migratoires étudiantes africaines vers Dakar, envisagées sous l'angle de l'idéologie, des modes politiques de l'époque et des représentations sociales. L'étude, inscrite au croisement de l'histoire, de la géopolitique, de l'anthropologie et de la sociologie, examine les rapports de force et les espaces dans lesquels ces mobilités se déploient, la construction de « l'identité étudiante » et de ses contrastes, ainsi que la posture avant-gardiste des diasporas intellectuelles africaines à Dakar. Elle répond à l'interrogation suivante : comment les étudiants africains à Dakar, entre les années 1950 et 1970, ont-ils concilié leur inscription dans les dynamiques idéologiques du moment avec la construction d'une identité politique propre, faisant de Dakar un espace majeur d'affirmation panafricaine et transnationale ?

Pour ce faire, la réflexion repose sur l'exploitation d'archives (post)coloniales et syndicales, de mémoires d'acteurs de cette période, ainsi que de travaux d'historiens, d'anthropologues, de géographes et de sociologues, portant sur les mobilités et les trajectoires africaines et mondiales des étudiants. Deux modèles discursifs structurent l'analyse de notre problématique : la ville rêvée, symbole de l'attractivité urbaine (post)coloniale et l'étudiant, figure du marxisme ou du nationalisme dans l'espace universitaire.

L'article s'organise en deux parties qui procèdent de la distinction de temporalités correspondant à la colonie (1950-1960) et à la postcolonie (1960-années 1970). La première analyse les facteurs d'attractivité de Dakar comme territoire de la mobilité étudiante, à travers

ses dispositifs d'organisation et d'aménagement. La seconde propose une approche phénoménologique des déplacements, visant à saisir le sens politique du choix de la destination, son caractère stratégique et ses retombées pour l'étudiant migrant, engagé dans un processus de réalisation de soi et de (re)construction du continent à partir de son lieu d'implantation.

1. Dakar, « métropole » (post)coloniale attractive

En 1941, Derwent Whittlesey faisait remarquer que « Dakar est la seule ville, au sens européen (ou occidental) de toute l'Afrique de l'Ouest » (A. Seck, 1961 : 372). Ce particularisme urbain se manifeste de multiples manières et révèle une ville intégrée dans une vision dynamique du monde. Capitale de l'Afrique occidentale française depuis 1902, Dakar a, en effet, occupé une place centrale dans les dispositifs économiques et politiques de l'espace ouest-africain. La diversité de ses équipements public s'inscrit dans une politique d'aménagement urbain, destinée à soutenir une croissance continue, accompagner l'expansion du capitalisme industriel et faire de cette « métropole » un hub essentiel d'influence (post)coloniale.

Dakar commença à développer ses infrastructures dès 1857, à la suite d'une convention conclue entre le gouvernement français et la Compagnie des Messageries maritimes, laquelle s'engage à exploiter « une ligne de paquebots entre la France et le Brésil, avec escale dans la rade naturelle de Dakar » (A.-E. Boucher, 1934 : n. p.). Toutefois, face à l'insuffisance de cette rade, trois options sont envisagées : la construction d'un port à Gorée, à l'anse Bernard ou à Dakar. Le choix se porte finalement sur l'anse de Dakar, où se trouvait déjà l'appontement des Messageries maritimes. Entre 1862 et 1863, une première jetée de 5 mètres de profondeur y est construite². Rapidement, la question de son extension est posée, avec la création d'une nouvelle jetée plus longue, implantée à 150 mètres à l'est de la première et atteignant des fonds de 8 mètres, afin de permettre l'accueil des navires de plus fort tonnage. Dès sa mise en service en 1864³, l'infrastructure revêt une importance stratégique majeure pour la marine militaire et marchande. Dans le même temps, d'autres aménagements ont été réalisés : le feu blanc des Mamelles, allumé le 1^{er} avril 1864, puis les feux rouges de la pointe des Almadies et du cap Manuel, fonctionnels à partir du 1^{er} décembre 1866. L'aboutissement de cet effort de modernisation est marqué par l'inauguration officielle, le 4 novembre 1866, du nouveau port de Dakar, par un « paquebot des Messageries Impériales » (A.-E. Boucher, 1934 : n. p.).

² Ces travaux avaient coûté « 400.000 francs en chiffres ronds ».

³ 850.000 francs furent dépensés.

Le statut de ville portuaire confère alors à Dakar des enjeux multiples. Véritable « nœud des chaînes logistiques » régionales et internationales, le port alimente la croissance urbaine de la ville qui se développe à sa périphérie immédiate. En tant qu'entreprise industrielle, il devient catalyseur de la croissance économique, à travers les réseaux commerciaux, les dynamiques de marché et d'économie circulaire. La littoralisation et la maritimisation qui en découlent contribuent à l'émergence d'une centralité politique, économique et financière, faisant de Dakar un foyer urbain d'emplois. La « ville-port dakaroise », en structurant l'espace, impulse des formes modernes d'urbanité en constante recomposition, influençant durablement les trajectoires individuelles et collectives. Ainsi, vivre à Dakar modifiait « les comportements (devant la naissance, la vie, la mort, les activités professionnelles, de voisinage, etc.) et les processus sociaux (mobilité, acculturation, prise de conscience de classe ou conscience politique...), les valeurs, la personnalité des groupes et des individus » (C. Coquery-Vidrovitch, 1988 : 51).

Au-delà du port, la fonction de Dakar, capitale politique et administrative, disposant d'infrastructures culturelles et scientifiques attractives comme l'École de médecine (1918), devenue l'École préparatoire de médecine et de pharmacie (1953), l'Institut des Hautes études (1950), puis l'université de Dakar (1957), a fait de la ville un espace de migrations étudiantes. On sait, en effet, que les mobilités étudiantes se déploient selon des modalités liées à l'environnement d'étude, aux perspectives d'avenir et au projet professionnel. Dakar, berceau ouest-africain des études supérieures, hébergeant la 18^e université française en Afrique, devient un ailleurs à fréquenter, où le cadre est propice à la vie étudiante, et où le sens se construit pour l'individu à travers sa participation à des réseaux politiques et culturels.

De 1949 à 1956, les dépenses générales d'enseignement supérieur s'élevaient à 766 975 000 FCFA. Dans son fonctionnement, l'Institut des Hautes études de Dakar était doté d'un budget de 12 800 000 F CFA en 1950 puis de 316 361 000 FCFA en 1956. Du point de vue des infrastructures universitaires, pour l'année académique 1952-1953, l'École de médecine eut pour la première fois ses propres locaux, composés d'un bâtiment administratif, d'une dizaine de laboratoires, de 9 amphithéâtres, d'une bibliothèque et des salles de travaux pratiques. Le coût des travaux était évalué à 230 000 000 FCFA. Ainsi, de 10 étudiants en 1948-1949, on passe à plus de 1000 étudiants en 1957-1958 (A. Bailleul, 1984 : 32-37).

La conséquence, avec la transformation de l'institut en université, fut l'augmentation remarquable du budget qui passa de 80 000 000 FCFA en 1957 à 345 000 000 F CFA. Les infrastructures pédagogiques et sociales connurent, également, une évolution notable, tant en

termes de quantité que de qualité et d'équipements : 4 amphithéâtres d'un coût de 117 000 000 F CFA à la faculté de droit ; 2 amphithéâtres, des laboratoires de chimie et de physique et des salles de travaux pratiques d'une valeur de 190 000 000 F CFA à la faculté des sciences ; un bâtiment de 94 mètres de longueur, d'un montant de 100 000 000 F CFA, destiné à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) abritant 8 départements en sciences sociales et 2 en sciences naturelles ; une bibliothèque pour abriter 1 200 000 volumes de documents (A. Bailleul, 1984 : 62-64). Au-delà de l'IFAN, créé en 1936 et devenu institut d'université en 1959, des instituts à vocation scientifique (Institut d'études islamiques en 1960), administrative (Institut d'Études administratives africaines en 1959 et École fédérale d'Administration du Mali en 1960) et économique (Institut des Sciences économiques et commerciales appliquées de l'Afrique noire en 1960)⁴ virent le jour. S'agissant de la situation des résidences, les étudiants de l'université de Dakar disposaient, en plus des logements de la cité universitaire, d'un bâtiment de trois étages dans le cadre d'un projet de huit bâtiments de trente-huit chambres, un autre de trente-six studios pour ceux d'entre eux qui étaient mariés ; la dépense pour ces travaux s'élevait à 146 000 000 F CFA (Bailleul 1984 : 64).

Ainsi, si la mobilité étudiante est « sous-tendue par un schéma technocratique idéal - venir acquérir des connaissances et retourner les rentabiliser dans son pays » (P. Poutignat et J. Streiff-Fenart, 2000) - Dakar, en offrant les conditions idoines, devenait, en même temps, un « territoire africain » privilégié des migrations universitaires. Jusqu'en 1968, il n'y avait que 32% de Sénégalais à l'université de Dakar, faisant probablement d'elle la seule institution au monde où les nationaux étaient peu représentés (O. Guèye, 2018 : 98). Dans les années 1970, période de sénégalisation de l'université, ils représentaient 61,34% de l'effectif total des étudiants (5321). En attestent les données du tableau suivant :

⁴ Archives nationales du Sénégal (ANS), FM 59, Enseignement du Mali, création de l'École Fédérale d'Administration du Mali ; concours d'admission à l'école des infirmiers d'État ; recrutement des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; bourses et allocations scolaires ; inauguration de l'université de Dakar ; conférence des ministres de l'Éducation du Mali ; revendications syndicales ; régime de sécurité ; devis, 1959-1960. Archives nationales du Sénégal (ANS), VP 269, Direction de l'action pour le développement. Institut des Sciences économiques et commerciales appliquées de l'Afrique noire. Communication en Conseil des Ministres, 1960.

Tableau 1 : Effectifs des étudiants de l'université de Dakar par nationalité, 1973-1974

Pays	Effectifs	Pays	Effectifs
Sénégal	3271	Inde	3
Afrique du Sud	4	Iran	2
Algérie	1	Italie	1
Angola	9	Liban	136
Belgique	4	Libéria	3
Brésil	3	Madagascar	5
Burundi	2	Mali	160
Cameroun	17	Maroc	21
Canada	3	Mauritanie	70
Cap-Vert et Guinée Bissau	8	Monaco	1
Congo-Brazza	20	Niger	82
Côte-d'Ivoire	34	Nigéria	91
Dahomey	228	RAU ⁵	1
Espagne	1	RCA ⁶	4
États-Unis	14	RFA ⁷	6
France	387	Rwanda	9
Gabon	35	Sierra-Léone	2
Gambie	4	Syrie	3
Ghana	14	Tchad	32
Grèce	2	Togo	189
Guinée	99	Tunisie	6
Haïti	1	Viêt-Nam	1
Haute-Volta	315	Yougoslavie	2
Ile Maurice	1	Zaire	14

Source : Annuaire de l'université de Dakar, 1973-1974 : 19.

En 1973-1974, l'université de Dakar accueillait des étudiants issus de 48 nationalités différentes. Ils étaient Africains, Américains, Européens et Asiatiques. Leur voyage a été motivé, outre les conditions matérielles et pédagogiques analysées précédemment, par des considérations géographiques, culturelles et historiques⁸.

Pour les étudiants africains, ouest-africains et francophones, Dakar représentait le proche prolongement d'un vécu, une attache naturelle, une « parenthèse temporelle », et, surtout, un espace soutenant le projet migratoire élaboré. La ville est, dès lors un ailleurs qui invite à une altérité constructive. Elle aide à « dépasser un univers immédiat », et permet le « passage de soi à l'autre, le pont d'un monde à l'autre » (F. Michel, 2000). Ainsi, le déplacement géographique, au lieu d'entraîner une rupture avec la culture d'origine, contribue à la configuration du processus d'intégration régionale, et suggère de voir le monde à Dakar, depuis une pluralité de

⁵ République arabe unie

⁶ République centrafricaine

⁷ République fédérale d'Allemagne

⁸ Les questions humanitaires ne sont pas à écartées des motivations de départ, surtout avec l'instabilité observée dans les pays africains au sud du Sahara après la période dite des « indépendances formelles ».

perspectives, redonnant à chacun son histoire, sa culture et sa dignité. La mobilité devient, de fait, une manière de se définir, de se positionner dans le *cosmos* africain, et de cultiver une philosophie politique et sociale de la libération.

La présence des étudiants américains et afro-américains⁹ à l'université de Dakar permet de souligner que l'idée d'un désintérêt américain pour l'Afrique jusqu'en 1998¹⁰ - comme le souligne Driss Alaoui Belghiti (2024) - ne résiste guère à une analyse. Déjà dans les années 1960, le Président John Fitzgerald Kennedy manifesta son ambition de « pénétrer l'âme de la nouvelle Afrique » par le *soft power*¹¹. Son successeur, le Président Lyndon Baines Johnson poursuivit cette politique en agissant clairement et ouvertement sur l'enseignement : dotation en personnel de 24 universités africaines, octroi de bourses à plus de 2000 étudiants africains, aides techniques et financières accordées à 40 centres d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et 21 écoles normales du continent (V. Mc Kay, 1969). À travers, des programmes – *women's africa committee, USA-South africa Leader Exchange, African graduate fellowship, African Training program, short-term visitor's program, Guinea program, African scholarship program of American universities (ASPAU), International Institute of Education (IIE), fulbright* – les États-Unis firent des élites africaines la cible de leur diplomatie publique visant à influencer le Tiers-monde. En favorisant la rencontre entre étudiants africains et américains, l'ambition de Washington était de promouvoir une présence culturelle internationale à Dakar qui lui permettrait de constituer une base arrière stratégique essentielle à un moment où la puissance d'une entité politico-idéologique se mesurait à sa capacité à rallier à sa cause d'autres espaces géographiques.

Dans les années 1950, le mouvement de décolonisation trouva dans le campus universitaire dakarois un terreau fertile à son éclosion. En effet, les étudiants développèrent une conscience autour du désenchantement, d'une rupture à l'égard des idéaux impérialistes et d'un « mouvement nègre pour la reconstruction internationale des cultures noires ». Cette posture s'inspire du panafricanisme et du concept de « *double consciousness* » de William Edward Burghardt Du Bois qui « décrit un dilemme psychologique auquel sont confrontés les Afro-américains. Ceux-ci sont contraints de considérer deux types de modes de perception contradictoires, l'un focalisé sur la nationalité (en tant qu'Américains), l'autre sur la race (en

⁹ L'analyse prend en charge principalement les étudiants africains et/ou afro-américains à Dakar, même si nous pourrions être amené à nous intéresser, au besoin, à ceux d'autres aires géographiques.

¹⁰ C'est l'année des attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya.

¹¹ Il s'agit d'une démarche subtile, insoupçonnée et d'un pouvoir doux de coercition utilisé par des puissances pour s'imposer dans d'autres espaces du monde.

tant que minorité raciale) » (Y. Auque-Pallez, 2022 : 9). Le transnationalisme culturel noir, incarné par le mouvement de la négritude et le premier Festival mondial des Arts nègres (FESMAN), tenu au Sénégal en avril-mai 1966, cristallise dans les milieux afro-américains une sorte de communauté de destin dont l'aboutissement serait la formation d'un « État prolonge » africain. Une aspiration à une nation « par référence à l'appartenance raciale » (C. Chivallon, 2006 : 49) qu'épousaient les milieux intellectuels dakarois. C'est ainsi qu'il faut comprendre, par exemple, la demande de bourse, en 1960, d'Acklyn Lynch, étudiant afro-américain de l'université noire de Howard, à Washington, adressée à l'ambassadeur de France aux États-Unis, dans laquelle il exprimait son désir d'intégrer l'université de Dakar pour étudier les problématiques de la décolonisation politique, culturelle, ainsi que du sous-développement des nations du tiers monde¹². Cette requête est rejetée par les autorités françaises qui entendaient encore contrôler toutes les velléités pressantes de retour en Afrique, jugées préjudiciables à la quiétude d'une institution aussi stratégique pour Paris que l'université de Dakar.

Cette dernière accueillait, en outre, dans un contexte de bipolarisation planétaire, des étudiants en provenance des pays d'Europe de l'Est, d'Asie et du Moyen-Orient. En effet, la guerre froide fut, pour l'université de Dakar, pourvoyeuse d'étudiants issus des pays des deux blocs ou de leurs alliés. Dès 1950, l'URSS manifesta un intérêt pour l'Afrique, marqué par une offensive diplomatique, économique, culturelle et scientifique manifeste : signature de 37 pactes d'assistance technique et économique, 42 accords commerciaux, encadrement de 200 000 « experts » africains, accueil de 25 000 étudiants africains dans les universités et collèges techniques soviétiques (A. Arkhangelskaya, 2013 : 62). Si, d'une part, le transfert de compétences était un impératif pour une Afrique socialiste ; d'autre part, l'envoi d'étudiants communistes¹³ contribuait à renforcer ou à élargir la présence soviétique dans les imaginaires africains¹⁴.

Ce qui était recherché, en définitive, à travers cette « diplomatie d'influence » soviétique et américaine à l'université de Dakar, c'était la « création de réseaux », la diffusion de valeurs et d'œuvres avec pour principale finalité le besoin d'agir sur les esprits, le « faire-savoir » et le « savoir-faire » (R. Delcorde, 2019). Dans tous les cas, les étudiants présents à Dakar, dont la majorité était composée d'Africains, avec parfois le soutien de certains de leurs « camarades »

¹² Archives diplomatiques de la Courneuve (ADC), 349QO/91, Sénégal : affaires culturelles, bourses et stages, 1961-1969.

¹³ Parmi ces étudiants d'obédience communiste, nous avons ceux des pays d'Asie et du Moyen-Orient.

¹⁴ La rencontre entre étudiants soviétiques et africains à Dakar ou à Moscou devait permettre de promouvoir une vulgate marxiste-léniniste dans l'enseignement supérieur africain (C. Katsakioris, 2015).

panafricanistes (Européens, Américains ou Asiatiques), travaillèrent à déconstruire ces représentations politiques et diplomatiques par une décolonisation des pensées, jugée essentielle pour mener le continent vers une indépendance totale.

2. Faire l'Afrique à Dakar : linéaments d'une relecture

De 1950 au début des années 1970, les mobilités étudiantes africaines vers Dakar, au-delà des commodités évidentes du paradigme dominant dans l'analyse des migrations de compétences, à savoir la quête d'un eldorado universitaire, s'inscrivaient, également, dans une démarche révolutionnaire, un « "nationalisme anticolonial" conçu comme un double dialogue et effet de génération » (R. Bertrand, 2008 : 35). L'invite au voyage tendait à promouvoir des circulations régionales et africaines, porteuses, dans la capitale *aofienne*, d'imaginaires décoloniaux, appelés à réinventer un continent accablé par un colonialisme prédateur. Le déplacement de perspective a consisté à élaborer, ainsi, une « politique de substitution » à l'Occident en faisant de Dakar un « horizon de possibilité dans la lutte pour l'émancipation raciale » et politique. Émigrer vers cette ville, c'était, pour eux, s'affirmer, comme une entité influente, en opérant une remise en cause critique de la situation (post)coloniale qu'ils définissaient comme « une expérience d'occupation, de coercition, d'exploitation, de dépossession, (...) d'aliénation, mais aussi d'appropriation (...) » (J.-F. Bayart, 2016 : 141). Une expérience portée par une bourgeoisie financière française qui avait fini de considérer les « métropoles » africaines comme des « zones d'exploitation rentables à moindre frais » (O. Faye, 1989). La déconstruction des catégories sociales du (néo)colonialisme interrogeait, de fait, un mimétisme politique dont la principale référence était le Nord. Dès lors, les étudiants africains développèrent à Dakar un militantisme et des formes d'engagement centrés sur des questions identitaires et africaines. Ce qui est appelé « nationalité africaine » pour désigner le sens de l'appartenance à un peuple, à une entité géographique « demeure, pour ces jeunes, le foyer de la loyauté et de la souveraineté... »¹⁵.

L'existence, dans les années 1950-1960, d'associations étudiantes africaines et nationales à Dakar – l'Association générale des Étudiants de Dakar (1950), l'Union générale des Étudiants de l'Afrique de l'Ouest (1956), l'Union générale des Étudiants sénégalais (1961), l'Amicale des Étudiants libanais (1962), l'Association générales des Élèves et Étudiants guinéens à Dakar (1964), l'Union des Étudiants de Dakar (1966), entre autres – exprimait la nécessité de constituer une force étudiante africaine, sorte « d'alliance entre les segments nationalistes ou

¹⁵ Nous empruntons cette formule à Heribert Adam (1995).

marxistes de l'époque », porteurs de la contestation contre l'ordre politique établi. Cette position traduisait, également, un refus « de se transformer en clients de l'impérialisme » et d'être complice d'une oligarchie d'État (M.-C. Diop, 1992).

La tentative de réécriture de l'histoire dans un « esprit de corps » trouva à Dakar les conditions idoines de sa légitimité. Lieu d'ancrage de la mémoire historique, citadelle de la culture et de la science, la ville permettait, en effet, aux intellectuels de s'engager pleinement dans leur époque et d'inscrire leur vécu dans une quête essentielle d'une sphère africaine autonome. Ce qui contribuait à cela, c'est leur culture scientifique très poussée et la lecture des classiques de la littérature révolutionnaire, comme le montre Françoise Blum (2012 : 152-153) :

Au-delà de ce terreau très communément partagé qu'était alors le marxisme, il existait bien une solidarité faite de lectures communes et de soif de savoir. Les livres et les journaux circulaient, qu'il s'agisse des éditions du Progrès, des livres des éditions Maspero, avec par exemple *Les damnés de la terre*, le classique de Frantz Fanon, publié en feuilleton dans le journal guinéen *Horoya*, ou du *Petit livre rouge*. Pour certains, l'influence de Sartre était déterminante, pour d'autres, les plus nombreux sans doute, c'étaient Marx, Lénine et Mao. En revanche, nulle mention chez aucun de nos interlocuteurs de ce freudo-marxisme dont le porte-voix le plus célèbre sinon le plus lu fut incontestablement Herbert Marcuse. Mais, pour reprendre l'expression de Michel Trebitsch, il est vrai que c'est, en France, 'Mai 1968 qui invente Marcuse', et que sa large diffusion est postérieure au mouvement. Les journaux français, *Le Monde* dont le nombre d'abonnés africains est important, sont accessibles dans le hall de l'université. *Jeune Afrique* est très lu.

Ainsi, à Dakar, il ne s'agissait pas uniquement d'une présence liée à la quête d'un capital social ou d'un devenir professionnel, mais plutôt d'une réappropriation émancipatrice de soi et de son milieu qui devait passer par une démythification de l'identité blanche et de ses alliés locaux. La perspective recherchée, ici, était celle d'un décentrement des pratiques et des perceptions sur l'Afrique, d'une « pluralisation des lieux de production des discours » et d'une revendication d'historicités multiples » (M. Renault, 2011 : 21). En indiquant dans ses statuts et missions le principe de l'inaliénabilité de l'indépendance des peuples noirs, l'UGÉAO, par exemple, a voulu sortir de la « logique d'exploitation coloniale » qui caractérisait l'idéologie capitaliste européenne en Afrique. Son attachement au marxisme et ses appels à reprendre le sens de l'initiative historique et africaine se traduisaient par une révolte existentielle radicale devant permettre d'écarter l'Occident des terres africaines. Dès lors, tout « ennemi » interne ou externe de l'Afrique devenait « ennemi » des étudiants révolutionnaires de Dakar ; tout ami ou défenseur des causes de l'Afrique se devait d'être célébré et protégé des tentations impérialistes d'une bourgeoisie soucieuse de préserver ses intérêts vitaux.

C'est pourquoi, pour protester contre l'assassinat du Premier ministre du Congo, Patrice Lumumba¹⁶, l'UGEAO organisa, le 14 février 1961, une manifestation devant le Building administratif sénégalais. Environ 250 étudiants avaient tenu à dénoncer un crime orchestré par le pouvoir néocolonial avec le soutien des autorités belges (P. Bianchini, 2023). Cette manifestation, qui avait pris de court le pouvoir public sénégalais, révéla un nouvel engagement des étudiants africains de Dakar qui, en s'inscrivant dans un perspectivisme noir, annonçait que « les colonisés doivent à présent se représenter, agir par et pour eux-mêmes, (re)mettant ainsi en question la supériorité omnilatérale de l'Occident » (M. Renault, 2011 : 27).

Dans cette lancée, l'UGEAO émit l'idée d'organiser, en décembre 1961, un colloque sur l'université africaine qui devait, en plus des ministres de l'Éducation nationale des pays d'Afrique, accueillir d'éminentes personnalités du monde politique et des arts : Aimé Césaire, député de la Martinique, Alioune Diop, directeur de la Revue *Présence Africaine*, Joseph Ki-Zerbo, professeur agrégé d'histoire, Béhanzin, professeur, Dolo Sominé, docteur, Bernard Dadié, écrivain. L'interdiction de cette manifestation scientifique par le gouvernement sénégalais entraîna une manifestation des étudiants, sévèrement réprimée par la police qui pénétra pour la première fois à l'université. On a enregistré 15 blessés dont un grièvement atteint et des expulsions d'étudiants étrangers vers leurs pays d'origine ; celles de l'Ivoirien Ibrahima Koné¹⁷, président de l'UGEAO, le Dahoméen Émile Abatan Ologoudou¹⁸, vice-président de l'organisation et le Guinéen Siradiou Diallo¹⁹, trésorier, contraint de quitter le territoire sénégalais, à la suite d'une recherche opiniâtre dont il faisait l'objet (A. Bailleul, 1984 ; A. A. Dieng, 2011b)²⁰.

En outre, les autres associations étudiantes africaines ou nationales à Dakar, porteuses d'idéaux nationalistes et révolutionnaires, à l'instar de l'Union des Étudiants de Dakar (UED), créée en 1966²¹, ont adopté une réflexion afrocentrée des questions postcoloniales. Le registre de la couleur était, en réalité, présent dans leurs discours. L'argument central de l'identité noire était, en effet, un projet de mobilisation contre la constitution d'un ordre de brutalité, de pillage et de

¹⁶ Il a été assassiné le 17 janvier 1961 au Katanga.

¹⁷ Il était inscrit à la faculté de droit.

¹⁸ Il était étudiant en lettres.

¹⁹ Il suivait une formation en droit.

²⁰ Laya Diouldé, « Expertise et censures : les aventures d'un sociologue national », <https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://dicames.online/jspui/bitstream/20.500.12177/2337/1/INEDIT%2520DL1.pdf&ved=2ahUKewiQlJ3mru2RAxUyQ6QEHz1jB14QFnoECB4QAQ&usg=AOvVaw16xoXrxGXQbAj4HZ69y2-1>. Visité le 2 janvier 2026.

²¹ Sa section sénégalaise, l'Union démocratique des Étudiants sénégalais (UDES), a été créée la même année.

violence épistémique et systémique en Afrique postindépendance. C'est ce que l'UED exprimait à une époque où l'Afrique et le monde noir étaient célébrés, à Dakar, par le biais, de l'art et la culture :

Pour nous, la formation syndicale est inséparable de la formation politique. C'est pourquoi, le but final de la formation syndicale estudiantine doit être de préparer efficacement l'étudiant africain à son intégration dans la vie de sa société (...) il est donc absolument nécessaire pour nous d'utiliser le cadre syndical étudiant comme lieu de décolonisation efficace en nous opposant avec vigilance à la pénétration des idéologies réactionnaires à l'Université (M.-C. Diop, 1992 : 442).

L'on comprend alors que la nouvelle perception du syndicalisme étudiant dakarois, telle qu'elle était présente, après la dissolution de l'UGEAO, était celle d'une réappropriation africaine du postcolonialisme par la mobilisation d'« armes théoriques » contre les idéologies néocoloniales. En proposant une autre lecture du syndicalisme et du développement, les étudiants cherchaient à réaliser un travail de déconstruction du sens et du capitalisme en théorisant un « schéma doctrinal cohérent pouvant servir de cadre idéologique » et politique à la future Afrique à bâtir. C'est pourquoi, le 28 février 1966, suite au renversement de Kwamé N'Krumah, l'université de Dakar devint le théâtre d'une vive protestation contre la récurrence des coups d'États en Afrique²². Cette mobilisation aboutit à une marche pacifique vers les ambassades de la Grande-Bretagne et des États-Unis. L'arrestation de 47 étudiants provoque, le 1^{er} mars, une grève générale. Le lendemain, les autorités sénégalaises convoquèrent 8 étudiants au ministère de l'Éducation nationale. 5 d'entre eux - 3 Dahoméens et 2 Voltaïques - furent appréhendés, expulsés de la cité universitaire et privés de leurs bourses (M.-C. Diop, 1992 : 442). Ce mouvement de l'UED, dit du 28 février, constituait, en définitive, une manifestation concrète d'une volonté de forger une « conscience de classe », destinée à contrer ou neutraliser les velléités de la bourgeoisie politico-intellectuelle néocoloniale.

L'identité et « l'esprit » du « berceau dakarois » dépassent largement la simple sphère de l'engagement politique ou social (M.-C. Diop, 1992 ; F. Blum, 2012 ; O. Guèye, 2018). L'idée d'une africanité à assumer fut, également, au centre de la pensée et des revendications étudiantes de Dakar. La dialectique de la singularité de l'être et des cultures africaines constitua une force de propulsion non négligeable, favorisant un « soi historique » porteur d'élan et de solidarité en terre dakaroise. La « politique de l'africanité », une manière culturelle de « s'auto-

²² Au sein des communautés étudiantes révolutionnaires, ces coups d'États étaient perçus comme des manœuvres orchestrées par les puissances occidentales. La finalité était de placer dans certaines régions stratégiques d'Afrique, via des réseaux antidémocratiques et mafieux, des régimes subordonnés.



définir » par rapport à l’envahisseur, s’appuyait sur la tradition d’insoumission des Africains et leur résilience séculaire à l’oppression pour légitimer les actions révolutionnaires à mener à l’université et au Sénégal. Pour les étudiants, l’orientation anti-impérialiste passe d’abord par la revendication d’une spécificité culturelle ou raciale. Cela se manifesta déjà, en 1950, lorsque l’Association générale des Étudiants de Dakar (AGED) défendait l’idée d’une université tropicale, pour ne pas dire noire, par son fonctionnement et ses contenus. La pensée fut reprise, timidement, par les associations étudiantes supranationales, des années 1960, beaucoup plus concentrées sur l’indépendance politique. Le 28 février 1971, après la dissolution de l’UED et de l’UDES, l’Association générale des Étudiants du Sénégal (AGES) fut créée, en mai 1972, dans la clandestinité. Cette organisation fit de la revendication d’une « université réellement démocratique au service des peuples africains » son narratif d’existence. Sortir des incertitudes africaines postcoloniales, c’était, ainsi, pour elle, s’éclairer soi-même par une redéfinition de la notion et des missions de l’université. Plutôt que de se limiter à la simple transmission de connaissances, l’institution était appelée à fournir à la Révolution des perspectives épistémiques capables de bouleverser les imaginaires tout en africanisant les perceptions. La conscience de l’identité de groupe²³, comme réponse atavique et réactionnaire à l’acculturation et à l’aliénation, en conditionnant les relations entre les étudiants africains de Dakar, nourrissait des réseaux politiques. Ces derniers, à l’image de la Fédération des Étudiants d’Afrique noire en France (FEANF), adepte d’une libération continentale par le biais d’une renaissance culturelle (B. Kotchy, 1993), devenaient des extensions culturelles africaines d’un soi régional à Dakar, posant, ainsi, les jalons concrets et efficaces d’un néo-militantisme plaçant la réhabilitation identitaire au cœur des idéaux et postures révolutionnaires.

Conclusion

Dakar, en plus de son statut de capitale administrative et politique de l’AOF puis du Sénégal, a été une ville économique et intellectuelle. À ce titre, elle fut une « métropole » attractive pour des générations d’étudiants africains en quête d’un capital social durable. Dakar était, aussi, pour eux, un passage obligatoire pour être de son temps, se construire son monde et/ou s’affirmer comme monde à part entière. La conception des migrations vers Dakar était, dès lors, stratégique. Son université, en proposant, durant cette période, des perspectives de formation scientifique rares en Afrique francophone, constituait, à travers les associations nationales et

²³ Il s’agit, ici, du groupe Africain de l’université qui partage les mêmes convictions identitaires et culturelles, celles d’une Afrique commune et intégrée depuis les périodes historiques les plus reculées.

supranationales d'étudiants, un laboratoire important d'initiation à la politique. La formation des réseaux d'étudiants, les activités scientifiques et culturelles, mais aussi la lecture des auteurs révolutionnaires, tels que Frantz Fanon, développaient chez les étudiants le sentiment d'être investis d'une mission de protection et de libération des masses africaines face à l'impérialisme nouveau, entretenu par des élites politiques africaines aliénées.

Mais, la lutte contre le (néo)colonialisme n'a pas été la seule véritable raison de la mobilité et de l'activisme des étudiants africains à Dakar. Il s'agissait, aussi, pour eux, en prenant conscience que l'indépendance culturelle porte la souveraineté politique, de faire de l'université sénégalaise l'« espace tactile » d'un nationalisme identitaire et « racial » qui pourrait consolider l'esprit de groupe et renforcer la nécessité d'opérer une déconstruction globale dans des sociétés dont les perceptions avaient été longtemps confinées par des discours européocentristes stéréotypés. La Révolution culturelle à laquelle appelaient les associations étudiantes africaines à Dakar devait, *in fine*, aboutir à la constitution d'une université au service des épistémologies africaines, une institution qui aurait en charge de former des intellectuels libres, décomplexés et non des « sujets hybrides de la colonialité ».

Sources et références bibliographiques

Sources archivistiques

- Archives nationales du Sénégal (Dakar)

Dakar, Archives nationales du Sénégal, FM 59, Enseignement du Mali, création de l'École Fédérale d'Administration du Mali ; concours d'admission à l'école des infirmiers d'État ; recrutement des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; bourses et allocations scolaires ; inauguration de l'université de Dakar ; conférence des ministres de l'Éducation du Mali ; revendications syndicales ; régime de sécurité ; devis, 1959-1960.

Dakar, Archives nationales du Sénégal, VP 269, Direction de l'action pour le développement. Institut des Sciences économiques et commerciales appliquées de l'Afrique noire. Communication en Conseil des Ministres, 1960.

- Archives de la Courneuve (Paris)

Paris, Archives diplomatiques de la Courneuve, 349QO/91, Sénégal : affaires culturelles, bourses et stages, 1961-1969.

Références bibliographiques

ADAM Heribert, 1995, « Les politiques de l'identité. Nationalisme, patriotisme et multiculturalisme », *Anthropologie et Sociétés*, vol 19, n° 3, p. 87-109.

ARKHANGELSKAYA Alexandra, 2013, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, n° 248, p. 61-74.

AUQUE-PALLEZ, Ysé, 2022, « Libérer l'Afrique ou se libérer soi-même ? Mobilisations politiques et identitaires des militants panafricanistes afrocentriques en Île-de-France », *Études de la Chaire Diasporas Africaines*, n° 2, p. 1-99.

BAILLEUL André, 1984, *L'université de Dakar : institutions et fonctionnement, 1950-1984*, Thèse de doctorat d'État en droit, université de Dakar, faculté des sciences juridiques et économiques, Dakar, 432 p.

BANCEL Nicolas, 2022, *Décolonisations ? Élités, jeunesse et pouvoir en Afrique occidentale française (1945-1960)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 420 p.

BATHILY Abdoulaye, 2018, *Mai 1968 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie. Le Sénégal cinquante après*, 2^e édition, revue et augmentée, Dakar, L'Harmattan, 288 p.

BAYART Jean François, 2016, « Relire Fanon », *Politique africaine*, n°143, octobre, p.137-143.

BELGHITI Driss Alaoui, 2024, « Les États-Unis d'Amérique et l'Afrique : une relation en redéfinition perpétuelle », *Policy Paper*, n°6, mai, p. 4-22.

BERTRAND Romain, 2008, « Politiques du moment colonial. Historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en « situation coloniale », *Questions de Recherche / Research in Question*, n°26, octobre, p. 1-49.

BIANCHINI Pascal, 2023, « De l'âge anticolonialiste à l'âge anti-impérialiste. Le rôle de l'Union générale des Étudiants ouest-africain (UGEAO) à Dakar (1956-1964) », Ibou Diallo, Ibrahima Thioub, Alfred Inis Ndiaye et Ndiouga bengha (éds.), *Comprendre le Sénégal et l'Afrique d'aujourd'hui. Mélanges offerts à Momar-Coumba Diop*, Paris, Karthala-CREPOS, p. 497-517.

BLUM Françoise, 2012, « Sénégal 1968 : révolte étudiante et grève générale », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 59-2, p. 144-177



BOIZETTE Pierre, 2019, *Décolonisation des subjectivités et renaissance africaine. Critique et réforme de la modernité chez Scholastique Mukasonga, Ngũgĩ wa Thiong'o et Valentin-Yves Mudimbe*, Thèse de doctorat de littérature, université Paris Nanterre, Paris, 473 p.

BOUCHER A.-E., 1934, « Dakar, grand port d'escale et de transit », *Paris-Dakar*, 19 juin.

CHARTON Hélène, 2017, « Produits d'Empire : expériences universitaires britanniques et françaises en Asie et en Afrique aux XIX^e et XX^e siècles », *revue d'histoire Outre-mer*, n° 394-395, p. 5-13.

CHIVALLON Christine, 2006, « Diaspora noire des Amériques : une réflexion conduite à partir de la notion de "lien transétatique" », *Autrepart*, n° 38, p. 39-61.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, 1988, « Villes coloniales et histoire des Africains », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 20, octobre-décembre, p. 49-73.

DIA Hamidou, 2014, « L'Afrique qualifiée dans la mondialisation », *Hommes et Migrations*, n°1307, 209 p.

DIA Hamidou et NGWE Luc, 2018, « Les circulations des enseignants et chercheurs africains : Controverses, pratiques et politiques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n°4, vol. 12, p. 539-551.

DIANE Charles, 1990, *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Chaka, 190 p.

DELCORDE Raoul, 2019, « La diplomatie d'influence », *Revue Défense Nationale*, n° 823, p. 1-7.

DIENG Amady Aly, 2011a, *Mémoires d'un étudiant africain. Volume I : de l'école régionale de Diourbel à l'université de paris (1945-1960)*, Dakar, CODESRIA, 194 p.

DIENG Amady Aly, 2011b, *Mémoires d'un étudiant africain. Volume II : de l'université de Paris à mon retour au Sénégal (1960-1967)*, Dakar, CODESRIA, 202 p.

DIOP Momar-Coumba, 1992, « Le syndicalisme étudiant : pluralisme et revendications », Momar-Coumba Diop (éd.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, CODESRIA, p. 431-477.

EYEBIYI Elieth P. et MAZZELLA Sylvie, 2014, « Introduction : Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 13, p. 7-24.

FAYE Ousseynou, 1989, *L'urbanisation et les processus sociaux à Dakar : typologie descriptive et analytique des déviations à Dakar, d'après les sources d'archives, de 1885 à 1940*, thèse de doctorat de troisième cycle d'histoire, université Cheikh Anta Diop, Dakar, faculté des lettres et sciences humaines, département d'histoire, 648 p.

GUÈYE Omar, 2017, *Mai 1968 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris, Karthala, 336 p.

GUÈYE Omar, 2018, « Le "berceau" universitaire dakarois : entre permanences et ruptures », *Traverse : revue d'histoire*, n° 1, p. 97-107.

KATSAKIORIS Constantin, 2015, *Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide*, Thèse de doctorat d'histoire et civilisation, École des Hautes études en Sciences sociales, Paris, 393 p.

KOTCHY B, 1993, « La problématique culturelle de la FEANF », *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975*, Paris, UNESCO/L'Harmattan, p. 101-114.

MICHEL Franck, 2000, *Désirs d'ailleurs. Essai d'anthropologie des voyages*, Paris, Armand Colin, collection « Chemins de traverse ».

MC KAY Vernon, 1969, « L'intérêt porté à l'Afrique par les Africain », Vernon Mc Kay (ed.), *L'Afrique et les Américains*, Nouveaux Horizons, p. 13-61.

POUTIGNAT Philippe et STREIFF-FENART Jocelyne, 2000, « Réseaux et trajectoires d'étudiants Africains », *International Review of Sociology*, vol. 10, n°3, novembre, p. 385-404.

RENAULT Matthieu, 2011, *Frantz Fanon : de l'anticolonialisme à la critique postcoloniale*, Paris, Éditions Amsterdam 215 p.

SECK Assane, 1961, « Dakar », *Cahiers d'outre-mer*, n° 56, octobre-décembre, p. 372-392.

UNESCO, 2009, *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2009. Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde*, Paris, UNESCO, 262 p.